



Saint-Constant

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE SAINT-CONSTANT

AVIS PUBLIC

PROCÉDURE D'ENREGISTREMENT RÈGLEMENT NUMÉRO 1866-24

AUX PERSONNES HABLES À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITES EN DATE DU 10 DÉCEMBRE 2024 SUR LA LISTE RÉFÉRENDIAIRE DE L'ENSEMBLE DE LA VILLE DE SAINT-CONSTANT

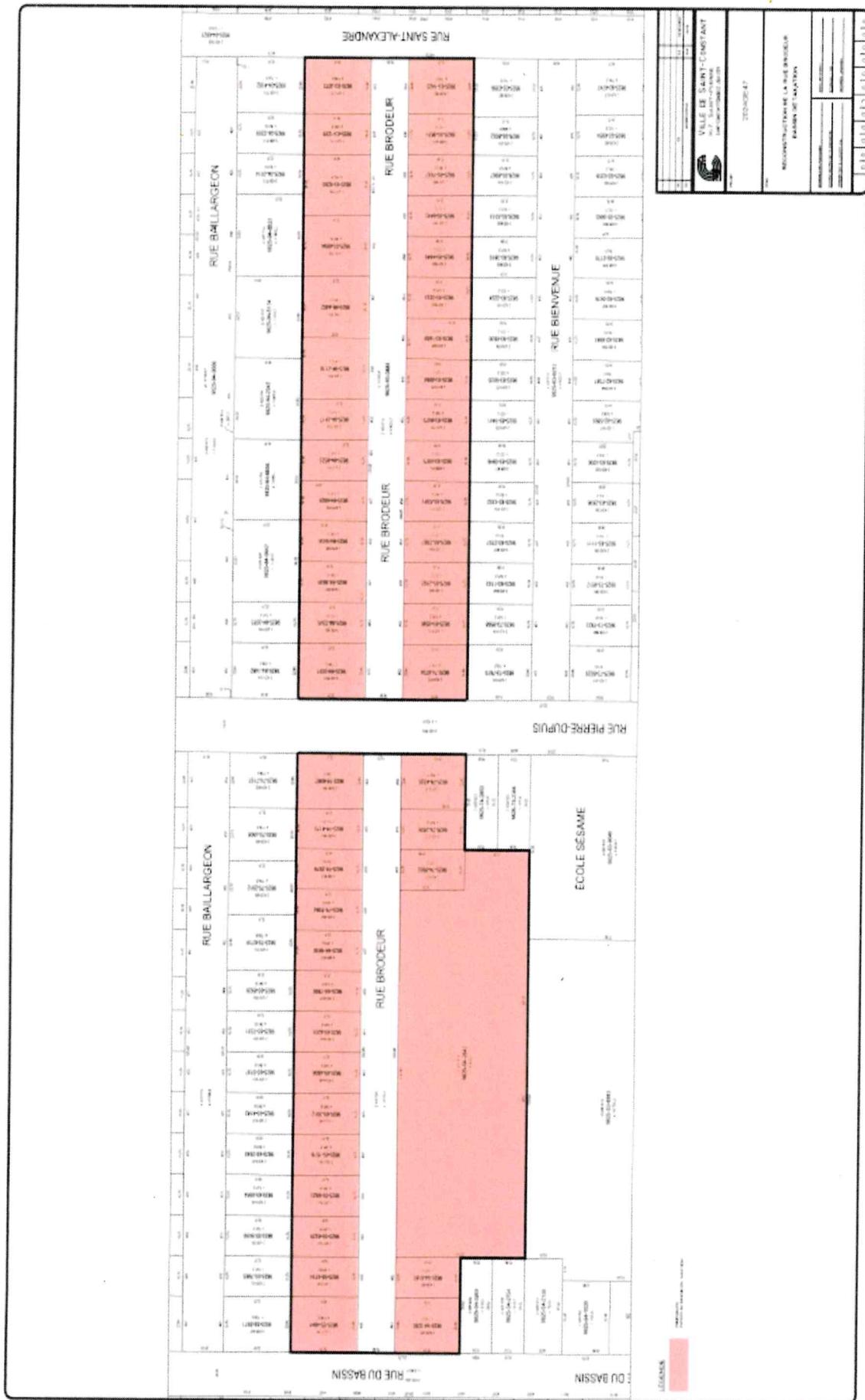
Avis est par la présente donné par la soussignée que lors d'une séance ordinaire du Conseil tenue le 10 décembre 2024, le Conseil municipal de la Ville de Saint-Constant a adopté **le règlement numéro 1866-24 décrétant une dépense et un emprunt de 10 188 979 \$ pour des travaux de reconstruction de la rue Brodeur, de construction d'un poste de pompage et d'un bassin de rétention pluvial.**

Ce règlement a pour objet d'autoriser le Conseil de la Ville de Saint-Constant à exécuter ou à faire exécuter des travaux de reconstruction de la rue Brodeur, soit la reconstruction de la chaussée, la construction d'un réseau pluvial, de bordures et/ou trottoirs, la réhabilitation d'égout sanitaire, la réhabilitation et/ou le remplacement de l'aqueduc, la construction d'un nouveau réseau d'éclairage, le réaménagement des emprises, ainsi que des travaux de construction d'un poste de pompage et l'aménagement d'un bassin de rétention pluvial, ces travaux sont estimés à 10 188 979 \$ incluant les honoraires professionnels, les frais, les taxes et les imprévus.

Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le Conseil est autorisé à emprunter une somme de 10 188 979 \$ sur une période de trente (30) ans, incluant les honoraires professionnels, les frais incidents, les imprévus et les taxes.

- Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt correspondant à une part en capital de 701 000 \$ (laquelle correspond aux travaux d'éclairage ainsi qu'aux travaux sur les entrées privées et l'aménagement des emprises) il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé annuellement, durant le terme de l'emprunt sur tous les immeubles imposables situés dans le bassin de taxation, tel que montré en orange au plan, ci-dessous, une taxe spéciale à un taux suffisant basée sur l'étendue en front de ces immeubles imposables, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.
- Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt correspondant à une part en capital de 8 659 149 \$, le Conseil est autorisé à affecter annuellement durant le terme de l'emprunt, une portion des revenus généraux de la Ville, conformément à l'article 547 de la *Loi sur les cités et villes*
- Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt correspondant à une part en capital de 828 830 \$ (laquelle correspond aux travaux d'aqueduc et d'égout sanitaire), il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé annuellement durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville, compris dans le bassin urbain qui correspond à tous les lots desservis par le réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

BASSIN DE TAXATION :



Les personnes habiles à voter **ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville** peuvent demander que ce règlement fasse l'objet d'un scrutin référendaire en inscrivant leurs noms, adresse et qualité et en apposant leur signature dans un registre ouvert à cette fin.

IMPORTANT

Il est à noter que toute personne qui se présentera pour faire l'enregistrement des mentions qui la concernent au registre, devra établir son identité en présentant l'une des pièces suivantes :

- a) carte d'assurance maladie délivrée par la Régie de l'assurance maladie du Québec;
- b) permis de conduire ou permis probatoire délivré sur support plastique par la Société de l'assurance automobile du Québec;
- c) passeport canadien;
- d) certificat de statut d'Indien;
- e) carte d'identité des Forces canadiennes.

Ce registre sera accessible les lundi, mardi, mercredi et jeudi 13, 14, 15 et 16 janvier 2025 de 9 h à 19 h, à l'hôtel de ville, 147, rue Saint-Pierre, Saint-Constant. **(Entrée porte arrière par le stationnement)**

Le nombre requis de demandes pour que ce règlement fasse l'objet d'un scrutin référendaire est de 2 364. Si ce nombre n'est pas atteint, ce règlement sera réputé approuvé par les personnes habiles à voter.

Le résultat de la procédure d'enregistrement sera annoncé à l'hôtel de ville, le 16 janvier 2025 à 19 h, ou aussitôt que possible après cette heure.

Ce règlement peut être consulté à l'hôtel de ville, aux jours et heures habituels de bureau, soit du lundi au jeudi de 8 h à 17 h et le vendredi de 8 h à 13 h ainsi que pendant les heures d'enregistrement.

Ce règlement est également disponible pour consultation sur le site Internet officiel de la Ville de Saint-Constant au www.saint-constant.ca dans la section « Avis publics » et fait suite au présent avis.

CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE HABILE À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITE SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DE L'ENSEMBLE DE LA VILLE

1. Toute personne qui, le 10 décembre 2024, n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à l'article 524 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* et remplit les conditions suivantes :
 - ☞ être une personne physique domiciliée dans la Ville et être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec; et
 - ☞ être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.
2. Tout propriétaire unique (non résident) d'un immeuble ou occupant unique (non résident) d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes, le 10 décembre 2024 :
 - ☞ être propriétaire d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise situé sur le territoire de la Ville depuis au moins 12 mois;
 - ☞ dans le cas d'une personne physique, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.
3. Tout copropriétaire indivis (non résident) d'un immeuble ou cooccupant (non résident) d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes, le 10 décembre 2024 :
 - ☞ être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé sur le territoire de la Ville, depuis au moins 12 mois;
 - ☞ être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins 12 mois, comme celui qui a le droit de signer le registre en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit avoir été produite avant ou lors de la signature du registre.

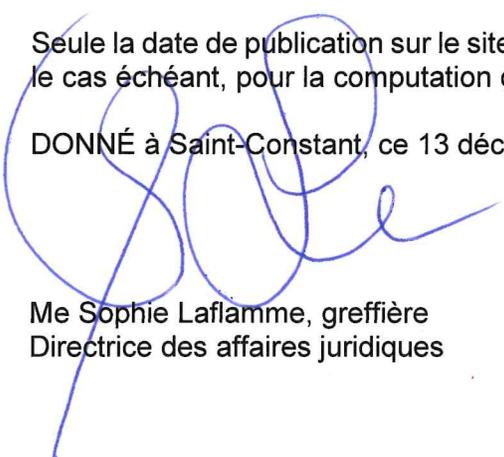
4. Personne morale :

☞ avoir désigné par résolution, parmi ses membres, administrateurs ou employés, une personne qui, le 10 décembre 2024, et au moment d'exercer ce droit, est majeure et de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la Loi. Cette résolution doit avoir été produite avant ou lors de la signature du registre.

5. Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentante d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne habile à voter à plus d'un titre, conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Seule la date de publication sur le site Internet officiel de la Ville de Saint-Constant servira, le cas échéant, pour la computation des délais prévus par la Loi.

DONNÉ à Saint-Constant, ce 13 décembre 2024.



Me Sophie Laflamme, greffière
Directrice des affaires juridiques



Saint-Constant

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE SAINT-CONSTANT

RÈGLEMENT NUMÉRO 1866-24

DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE ET UN
EMPRUNT DE 10 188 979 \$ POUR DES
TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DE LA RUE
BRODEUR, DE CONSTRUCTION D'UN POSTE
DE POMPAGE ET D'UN BASSIN DE
RÉTENTION PLUVIAL

PROPOSÉ PAR : MONSIEUR GILLES LAPIERRE
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

AVIS DE MOTION :	19 NOVEMBRE 2024
DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT :	19 NOVEMBRE 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	10 DÉCEMBRE 2024
APPROBATION DES PERSONNES HABILES À VOTER :	
APPROBATION DU MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION :	
ENTRÉE EN VIGUEUR :	

CONSIDÉRANT qu'il est devenu nécessaire et dans l'intérêt de la Ville de Saint-Constant d'autoriser les travaux prévus au présent règlement;

CONSIDÉRANT que la Ville n'a pas en main les fonds nécessaires pour acquitter leur coût et qu'il y a lieu de faire un emprunt pour se procurer les sommes requises;

CONSIDÉRANT qu'avis de motion du présent règlement a dûment été donné lors de la séance ordinaire du Conseil tenue le 19 novembre 2024 et qu'un projet de règlement a dûment été déposé par un membre du Conseil lors de la même séance;

LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le Conseil est autorisé à exécuter ou à faire exécuter des travaux de reconstruction de la rue Brodeur, soit la reconstruction de la chaussée, la construction d'un réseau pluvial, de bordures et/ou trottoirs, la réhabilitation d'égout sanitaire, la réhabilitation et/ou le remplacement de l'aqueduc, la construction d'un nouveau réseau d'éclairage, le réaménagement des emprises, ainsi que des travaux de construction d'un poste de pompage et l'aménagement d'un bassin de rétention pluvial. Ces travaux sont estimés à 10 188 979 \$ incluant les honoraires professionnels, les frais, les taxes et les imprévus, tel qu'il appert des estimations détaillées préparées par Régent Bergevin, technicien chargé de projets en date du 11 septembre 2024 et du 8 octobre 2024 et vérifiées par Sébastien Lagacé, directeur adjoint – Bureau de projets en date du 18 novembre 2024, lesquelles font partie intégrante du présent règlement comme annexe 1.

ARTICLE 2 Le Conseil est autorisé à dépenser une somme de 10 188 979 \$ pour les fins du présent règlement.

ARTICLE 3. Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le Conseil est autorisé à emprunter une somme de 10 188 979 \$ sur une période de trente (30) ans, incluant les honoraires professionnels, les frais incidents, les imprévus et les taxes.

ARTICLE 4 Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt correspondant à une part en capital de 701 000 \$ (laquelle correspond aux travaux d'éclairage ainsi qu'aux travaux sur les entrées privées et l'aménagement des emprises) il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé annuellement, durant le terme de l'emprunt sur tous les immeubles imposables situés dans le bassin de taxation, tel que montré en orangé au plan joint en annexe 2, au présent règlement pour en faire partie intégrante, une taxe spéciale à un taux suffisant basée sur l'étendue en front de ces immeubles imposables, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

ARTICLE 5 Pour les fins de l'application de la taxation exigée sur les immeubles en vertu de l'article 4 du présent règlement, l'étendue en front des lots de coin ou lots d'angles est fixé selon la moitié de la somme de l'étendue des façades ayant front sur rue.

ARTICLE 6 Advenant qu'un immeuble visé à l'article 4 du présent règlement soit déjà soumis à une taxe spéciale en vertu d'un autre règlement décrétant des travaux de même nature, celui-ci sera exempté du paiement de la taxe spéciale prévue audit article. Cette exemption ne vise cependant pas les immeubles déjà soumis à une taxe spéciale basée sur la valeur foncière et servant à financer une partie du coût des travaux de même nature effectués dans un autre secteur.

ARTICLE 7 Tout contribuable sur l'immeuble duquel est imposée une taxe en vertu de l'articles 4 peut exempter cet immeuble de cette taxe en payant en un (1) versement la part du capital relative à cet emprunt avant la première émission de titres en vertu de cet emprunt ou toute émission subséquente, s'il y a lieu, et qui aurait été fournie par la taxe imposée sur son immeuble par l'article 4.

Le paiement doit être effectué dans les 30 jours suivant l'envoi de l'offre de paiement comptant. Le prélèvement de la taxe spéciale imposée par le présent règlement sera réduit en conséquence. Ce paiement doit être fait conformément à l'article 547.1 de la *Loi sur les cités et villes*.

Le paiement fait avant le terme susmentionné exempte l'immeuble de la taxe spéciale pour le reste du terme de l'emprunt fixé dans le règlement.

ARTICLE 8 Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt correspondant à une part en capital de 8 659 149 \$, le Conseil est autorisé à affecter annuellement durant le terme de l'emprunt, une portion des revenus généraux de la Ville, conformément à l'article 547 de la *Loi sur les cités et villes*.

ARTICLE 9 Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, correspondant à une part en capital de 828 830 \$ (laquelle correspond aux travaux d'aqueduc et d'égout sanitaire), il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville, compris dans le bassin urbain qui correspond à tous les lots desservis par le réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

ARTICLE 10 Dans le cas des immeubles non imposables, le coût attribuable à ces immeubles sera à la charge de tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la municipalité et conséquemment, pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, le Conseil est autorisé à affecter annuellement durant le terme de l'emprunt, une portion des revenus généraux de la Ville, conformément à l'article 547 de la *Loi sur les cités et villes*.

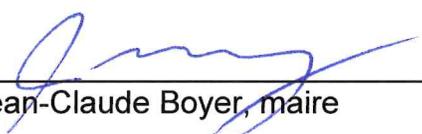
ARTICLE 11 S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le Conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

ARTICLE 12 Le Conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété par le présent règlement toute contribution ou subvention pouvant lui être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement notamment une partie de la subvention obtenue dans le cadre du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2024-2028, sous réserve de l'approbation du Ministère.

Le Conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention.

ARTICLE 13 Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Adopté à la séance ordinaire du 10 décembre 2024.


Jean-Claude Boyer, maire


Me Sophie Laflamme, greffière

ANNEXE 1
DESCRIPTION DES TRAVAUX

RÈGLEMENT NUMÉRO

1866-24

ANNEXE 1.0 — RÉSUMÉ

VILLE DE SAINT-CONSTANT

RECONSTRUCTION DE LA RUE BRODEUR (550 m) ENTRE CH. 0+000 À 0+550 — BORDEREAU «A»

4 221 793 \$

STATION DE POMPAGE ET BASSIN DE RÉTENTION — BORDEREAU «A»

5 967 186 \$

Montant total du règlement

10 188 979 \$

RÈGLEMENT NUMÉRO _____

ANNEXE 1.0

RECONSTRUCTION DE LA RUE BRODEUR (550 m) ENTRE CH. 0+000 À 0+550 — BORDEREAU «A»

DESCRIPTION DES TRAVAUX

Cette description, incluant les coûts, a été préparée à partir de l'estimation de la Ville de Saint-Constant, datée du 11 septembre 2024.

NO	DESCRIPTION			COÛTS RÈGLEMENT
4.0	TRAVAUX			
4.1	Préparation du site			179 425 \$
4.2	Aqueduc			430 950 \$
4.3	Égout sanitaire			155 900 \$
4.4	Égout pluvial et drainage			1 153 305 \$
4.5	Fondation, pavage, bordures et trottoirs			817 875 \$
4.6	Entrées privées et aménagement des emprises			342 250 \$
4.7	Éclairage de rue			200 215 \$
4.8	Travaux divers			22 500 \$
4.9	Aménagements paysagers			0 \$
4.10	Imprévus (4.1 à 4.9)	10	%	330 242 \$
			SOUS-TOTAL (4.0)	3 632 662 \$
5.0	HONORAIRES PROFESSIONNELS			
5.1	Honoraires professionnels pour plans et devis (en régie)	1	%	41 767 \$
5.2	Honoraires professionnels pour la surveillance des travaux (en régie)	1	%	41 767 \$
5.3	Honoraires de laboratoire (pour le contrôle des matériaux)	2	%	83 533 \$
5.4	Étude géotechnique et environnementale			15 000 \$
5.5	Étude pluviale			15 000 \$
5.6	Inspection télévisée avant travaux			0 \$
5.7	Arpentage avant travaux			0 \$
			SOUS-TOTAL (5.0)	197 067 \$
			SOUS-TOTAL 4.0 à 5.0	3 829 729 \$
6.0	TAXES			
6.1	T.P.S. (5 % du sous-total 1.0 à 2.0)			191 486 \$
6.2	T.V.Q. (9,997 5 % de sous-total 1.0 à 2.0)			382 015 \$
6.3	Ristourne (-9,987 % de sous-total 1.0 à 2.0)			-382 475 \$
			SOUS-TOTAL (6.0)	191 026 \$
			SOUS-TOTAL 4.0 à 6.0	4 020 755 \$
			SOUS-TOTAL 1.0 à 6.0	4 020 755 \$

7.0 FRAIS INCIDENTS

7.1 Frais administratifs, frais d'emprunt, intérêts sur emprunts temporaires
et autres coûts de même nature (5 %)

201 038 \$

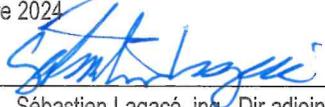
GRAND TOTAL 1.0 à 7.0

4 221 793 \$

Préparé par :  _____

Régent Bergevin, technicien chargé de projet

Préparé le 11 septembre 2024

Vérifié par :  _____

Sébastien Lagacé, ing., Dir adjoint-Bureau de projets

Le 2024-11-18 2024



RÈGLEMENT NUMÉRO

1866-24

ANNEXE 1.0

STATION DE POMPAGE ET BASSIN DE RÉTENTION — BORDEREAU «A»

DESCRIPTION DES TRAVAUX

Cette description, incluant les coûts, a été préparée à partir de l'estimation de Cima ,
datée de novembre 2022.

NO	DESCRIPTION			COÛTS RÈGLEMENT
4.0	TRAVAUX			
4.1	Conduite de raccordement au bassin de rétention			190 400 \$
4.2	Bassin de rétention en chambres et gestion des eaux pluviales			3 136 000 \$
4.3	Poste de pompage			813 200 \$
4.4	Indexation 3%/année jusqu'en 2026			519 556 \$
4.9	Aménagements paysagers			15 000 \$
4.10	Imprévus (4.1 à 4.9)	10	%	467 416 \$
				<hr/>
			SOUS-TOTAL (4.0)	5 141 572 \$
5.0	HONORAIRES PROFESSIONNELS			
5.1	Honoraires professionnels pour plans et devis (en régie)	1	%	59 115 \$
5.2	Honoraires professionnels pour la surveillance des travaux (en régie)	1	%	59 115 \$
5.3	Honoraires de laboratoire (pour le contrôle des matériaux)	2	%	118 230 \$
5.4	Étude géotechnique et environnementale			15 000 \$
5.5	Étude pluviale			15 000 \$
5.6	Inspection télévisée avant travaux			0 \$
5.7	Arpentage avant travaux			5 000 \$
				<hr/>
			SOUS-TOTAL (5.0)	271 460 \$
			SOUS-TOTAL 4.0 à 5.0	5 413 032 \$
6.0	TAXES			
6.1	T.P.S. (5 % du sous-total 1.0 à 2.0)			270 652 \$
6.2	T.V.Q. (9,997 5 % de sous-total 1.0 à 2.0)			539 950 \$
6.3	Ristourne (-9,987 % de sous-total 1.0 à 2.0)			-540 600 \$
				<hr/>
			SOUS-TOTAL (6.0)	270 002 \$
			SOUS-TOTAL 4.0 à 6.0	5 683 034 \$
			SOUS-TOTAL 1.0 à 6.0	5 683 034 \$
7.0	FRAIS INCIDENTS			

7.1

Frais administratifs, frais d'emprunt, intérêts sur emprunts temporaires
et autres coûts de même nature (5 %)

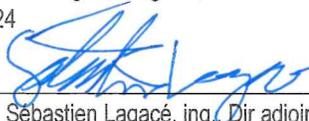
284 152 \$

GRAND TOTAL 1.0 à 7.0

5 967 186 \$

Préparé par :  _____
Régent Bergevin, technicien chargé de projet

Préparé le 8 octobre 2024

Vérfié par :  _____
Sébastien Lagacé, ing., Dir adjoint- Bureau de projets

Le 2024-11-18 2024



ANNEXE 2
BASSIN

